

## 1. Portée des travaux

### 1.1. Titre

Services d'entretien électrique

### 1.3. Objectif du besoin

Le Centre scientifique canadien de la santé humaine et animale (CSCSHA) et le Centre de recherche sur les maladies infectieuses J.C. Wilt (CRMIJW) ont besoin de faire réaliser des travaux d'entretien électrique.

La portée des travaux décrits ici inclut, notamment, mais non exclusivement, la prestation, par l'offrant, de toute la main-d'œuvre, de tous les services de supervision, ainsi que de tous les matériaux et équipements nécessaires pour réaliser les travaux et fournir les services décrits aux présentes.

### 1.4. Contexte

En tant que principaux laboratoires de santé publique pour les maladies infectieuses au Canada, le Laboratoire national de microbiologie (LNM) et le Centre national des maladies animales exotiques sont responsables de l'identification des maladies infectieuses chez l'homme et les animaux, de la lutte contre ces maladies et de leur prévention. Le LNM se trouve au Centre scientifique canadien de santé humaine et animale, le seul établissement à regrouper sous un même toit des laboratoires de confinement à niveau de biosécurité élevé pour la recherche en santé humaine et animale. Il est reconnu comme un établissement de pointe faisant partie d'un groupe d'élite de 15 centres répartis dans le monde entier et est équipé de laboratoires de niveaux de biosécurité 2 à 4 permettant de manipuler des organismes infectieux allant des plus simples aux plus mortels.

Les activités du LNM comprennent les services de référence en microbiologie, le soutien aux programmes d'épidémiologie, la surveillance, l'intervention d'urgence, la recherche appliquée et la recherche d'exploration, ainsi que la gestion des propriétés intellectuelles afin d'améliorer la santé publique au Canada et dans le monde entier.

### 1.5. Lieu de travail, emplacement des travaux et lieu de livraison

Aux fins de la présente offre à commandes, les travaux doivent être réalisés au CSCSHA, situé au 1015, rue Arlington et au 820, avenue Elgin, ainsi qu'au CRMIJW, situé au 745, avenue Logan, à Winnipeg, au Manitoba, Canada.

## 2. Exigences

### 2.1. Tâches, activités, produits à livrer et jalons

- 2.1.1. La présente offre à commandes a pour objet de prévoir les services d'un personnel compétent et autorisé (le cas échéant) pour assurer des services d'entretien, de réparation et/ou de rénovation, comme il est décrit dans le présent document.

Les travaux comprennent ce qui suit:

Effectuer divers types d'entretien de systèmes électriques de bâtiment et aider à l'entretien de ces systèmes conformément aux demandes de l'autorité de projet définies de la façon qui suit :

- **Entretien préventif**: inspecter, vérifier et reconditionner un système à intervalles périodiques selon des instructions bien précises, afin de prévenir les

<p>pannes;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Entretien correctif</b> : réparer du matériel endommagé en raison de défaillances;</li> <li>• <b>Entretien anticipé</b> : effectuer à l'avance un entretien en se basant sur des observations, l'expérience ou des raisons scientifiques;</li> <li>• <b>Entretien élaboratif</b> : action d'élaborer de nouvelles méthodes et procédures d'entretien.</li> </ul> <p>dans les secteurs généraux des établissements de même que les niveaux de confinement 2, 3, 3+ et 4 laboratoires du CSCSHA.</p>
Déplacer, installer ou réparer du matériel électrique, par exemple (énumération non exhaustive) : les luminaires, les prises électriques, les relais, les colonnettes de service PAC, les chemins de câble, les panneaux électriques, les disjoncteurs, l'équipement portatif, la distribution à 15KV, la sécurité-incendie, les systèmes de sécurité ou toute autre exigence en matière électrique que formulera le responsable de projet comme les essais, les étalonnages, la programmation ou autres relevés relatifs à l'électricité.
Informar le responsable de projet de tout « déséquilibre de tension entre phases » (voltage ou intensité) provoqué par l'installation d'un nouvel appareil ou d'un appareil supplémentaire dans un système neuf ou existant. Ajuster et consigner les résultats.
Lire les plans détaillés et les devis pour déterminer l'étendue et l'envergure du projet et de ses exigences, ainsi que les obligations de conformité aux codes et aux règlements de sécurité.
Assembler, construire ou installer le matériel et les dispositifs de manutention, échafaudages, cordages, élingues et palans pour le personnel.
Aviser le responsable du projet et le personnel d'exécution des programmes sur place de toute nouvelle procédure d'exploitation lors de l'installation de nouveau matériel ou de la modification de matériel existant.

- 2.1.2. L'offrant doit, sur l'avis du responsable du projet, rectifier aux frais de l'offrant, toute déféctuosité qui apparaît dans les trente (30) jours suivant la date d'achèvement des travaux.
- 2.1.3. L'offrant doit réparer ou remplacer des pièces usées ou défectueuses ou des composants complets du ou des systèmes en utilisant uniquement des pièces de rechange d'origine ou sous réserve de l'approbation du responsable du projet.
- 2.1.4. L'offrant doit respecter les procédures d'installation et les méthodes de modification et de reconstruction des produits qui respectent les cahiers de charges actuels du Centre, les caractéristiques des produits et les exigences du responsable technique ou de son représentant autorisé.
- 2.1.5. Sauf indication contraire, respecter les plus récentes instructions imprimées du fabricant en ce qui concerne les matériaux et les méthodes d'installation.
- 2.1.6. L'offrant signalera au responsable du projet tout produit défectueux ou endommagé qu'il pourrait remarquer ou causer pendant l'exécution des travaux. Ce rapport doit décrire l'état de toutes les pièces d'équipement et l'entretien effectué, et présenter des recommandations pour des améliorations ou entretiens correctifs.

- 2.1.7. Un numéro d'autorisation de tâche sera fourni par le responsable du projet pour chaque demande de service.
- 2.1.8. Pour les demandes de service présentées en dehors des heures normales de travail ou durant les week-ends, l'offrant doit communiquer avec le responsable du projet le premier jour ouvrable suivant la réception de cette demande afin de recevoir un numéro de commande pour les autorisations de tâche.
- 2.1.9. Il faut respecter les heures normales de travail, qui sont de 6 h à 18 h, du lundi au vendredi inclusivement, exception faite des jours fériés.
- 2.1.10. À la demande du chargé de projet, l'offrant soumettra un plan de travail écrit à des fins d'approbation. Cette procédure a pour but de s'assurer que tous les travaux sont réalisés de façon sécuritaire, qu'ils n'endommageront pas les biens ou l'équipement et qu'ils ne nuiront pas aux programmes cruciaux des laboratoires.
- 2.1.11. Sauf indication contraire, l'offrant utilisera son propre matériel et ses propres logiciels pour l'exécution des travaux mentionnés dans le présent énoncé des travaux.
- 2.1.12. Les droits sur le matériel et les articles imputés à la présente offre à commandes appartiendront au Canada sur règlement des factures, et ce, pour toujours.
- 2.1.13. Pour chaque pièce d'équipement achetée, l'offrant doit tenir un registre dans lequel sont indiqués le type d'équipement, le nom du manufacturier, le numéro de modèle, le numéro de série, le matériel optionnel, le nom du fournisseur ainsi que les prix. Il doit également transmettre cette information au responsable du projet.

## **2.2. Délais d'intervention:**

- 2.2.1. « **Courant** » – appel de service non urgent qui doit se faire pendant les heures normales de travail ou aux jours normaux de travail. L'offrant doit répondre à une demande de service en un (1) jour ouvrable suivant l'avis donné par le chargé de projet.
- 2.2.2. « **Urgent ou pressant** » – L'offrant doit fournir des services en tout temps, toute l'année. Il doit répondre par téléphone dans les deux (2) heures suivant un appel de service et, au besoin, se rendre sur place dans les quatre (4) heures suivant cet appel (ou dans le délai établi d'un commun accord lors du premier contact téléphonique) en ayant avec lui les outils et les pièces nécessaires à l'exécution de travaux d'entretien général. L'offrant doit réparer le système et/ou le matériel ou le protéger de tout dommage additionnel. Une fois que le système est redevenu sûr, l'offrant dispose d'un (1) jour ouvrable pour fournir une estimation détaillée des travaux requis pour terminer les réparations et de remettre l'équipement en bon état de marche.
- 2.2.3. L'offrant doit être en mesure de recevoir des appels lors des heures normales de travail et des appels d'urgence en dehors des heures normales de travail, et d'y donner suite.
- 2.2.4. L'offrant doit fournir des numéros de téléphone pour les appels habituels ainsi que le nom de personnes-ressources et leurs numéros de téléphone pour les appels urgents. Il incombe à l'offrant d'informer le chargé de projet, par écrit et dans un délai d'au moins sept (7) jours civils, de tout changement apporté à l'horaire de travail du personnel disponible après les heures normales (fins de semaine et jours fériés).

## **2.3. Employés**

- 2.3.1. L'offrant doit fournir la main-d'œuvre, le matériel, les outils et l'équipement nécessaires pour fournir les services conformément au calendrier des travaux.

2.3.2. L'offrant doit avoir la capacité de fournir ce qui suit :

- (a) un agent de liaison (superviseur, contremaître, chef) sur place avec un minimum de cinq (5) ans d'expérience de la réalisation de travaux commerciaux / industriels. Si un agent de liaison de remplacement sur place est nécessaire à n'importe quel moment pendant la période de l'offre à commandes, la ou les personnes proposées doivent être approuvées par le responsable de projet avant l'exercice des fonctions de liaison.
- (b) Six (6) compagnons électriciens possédant un certificat auquel a été apposé le Sceau rouge interprovincial;
- (c) Trois (3) apprentis possédant une attestation les autorisant à exécuter les travaux décrits aux présentes.

2.3.3. L'offrant retenu pour l'offre à commandes doit soumettre les renseignements suivants au responsable du projet avant que son personnel puisse travailler sur le chantier :

- (a) Une copie du permis de l'offrant de la Ville de Winnipeg
- (b) Le nom des personnes qui effectueront des travaux sur place avec une preuve de leurs permis d'électricien du Manitoba et de leurs qualifications
- (c) les noms des apprentis, ainsi que les preuves de leurs formations (incluant les rehaussements de niveaux, s'il y a lieu).
- (d) Toutes les attestations et tous les permis doivent demeurer en vigueur pendant toute la durée de la présente offre à commandes et des commandes subséquentes.

2.3.4. L'offrant doit avoir une attestation de reconnaissance (COR<sup>MC</sup>) ou une attestation de reconnaissance de petit employeur (SECOR<sup>TM</sup>) délivré par la Fédération canadienne des associations de la sécurité dans la construction. Une preuve d'attestation devrait être incluse avec la soumission.

2.3.5. Les apprentis sont autorisés à assister les gens de métier dans l'exécution de leurs fonctions, dans la mesure permise par la loi. Aucun manœuvre ou aide ne pourra travailler aux termes de la présente offre à commandes.

2.3.6. Tous les apprentis sur place aidant les gens de métier doivent agir sous la supervision directe d'un compagnon muni d'une attestation.

2.3.7. Le chargé de projet peut, à tout moment au cours de l'offre à commandes, demander une inspection ou une copie du permis ou du certificat de chaque travailleur de métier.

2.3.8. À tout moment pendant la durée de la présente convention d'offre à commandes, si le personnel de l'offrant doit exécuter des travaux qui impliquent l'exploitation de plates-formes élévatrices à ciseaux, le montage d'échafaudages, l'accès à des espaces confinés ou des mécanismes de protection contre les chutes, le personnel de l'offrant doit être formé et détenir les attestations nécessaires. Toute formation nécessaire et les coûts afférents incomberont à l'offrant. Le personnel sur place devra présenter les certificats valides sur demande.

## **2.4. Dessins et guides d'entretien**

2.4.1. Les guides d'entretien, les devis et les plans sont disponibles pour consultation auprès du chargé de projet. Des exemplaires des guides d'entretien ne seront pas distribués par le CSCSHA ou le CRIJCW.

- 2.4.2. Tout ajout, déplacement et retrait d'équipement doit être consigné, daté et paraphé par l'offrant ou le chargé de projet sur les plans d'après exécution (de récolement), s'il y a lieu.
- 2.4.3. Tout écart par rapport aux plans d'origine doit être indiqué sur les plans de récolement.
- 2.4.4. L'offrant doit mettre à jour les manuels d'entretien du matériel ou les registres sur le matériel afin de refléter tout changement ou toute modification apportés au matériel en vue de réparations futures.

## **2.5. Matériaux**

- 2.5.1. Au moment de la livraison, remettre l'emballage ou les bordereaux de livraison des matériaux ou des pièces de rechange à la ou aux personnes désignées par le responsable du projet. Toutes les livraisons faites à l'établissement doivent être adressées aux services d'expédition et de réception du CSCSHA ou du CRMIJW.
- 2.5.2. Tous les matériaux dont le coût dépasse 500 \$ doivent être approuvés par le chargé de projet avant d'être installés.
- 2.5.3. Lorsque l'offrant fournit de l'équipement acheté auprès d'un fournisseur ou d'un fabricant, il doit obtenir de celui-ci une garantie correspondant à la période normale de garantie du fabricant dont le bénéficiaire doit être Sa Majesté la Reine du chef du Canada; cette garantie doit figurer dans les manuels de fonctionnement et d'entretien qui seront remis au chargé du projet.
- 2.5.4. Les sceaux et étiquettes du fabricant doivent être intacts au moment de la livraison, de l'entreposage et de la conservation des matériaux.
- 2.5.5. Les pièces et les matériaux doivent être entreposés conformément aux instructions du fabricant et du fournisseur.
- 2.5.6. Ne pas ranger de matériaux sur place sans l'approbation écrite du chargé de projet.
- 2.5.7. Le CSCSHA et le CRMIJW n'accepteront aucune responsabilité à l'égard des matériaux ou de l'équipement entreposés sur place.
- 2.5.8. S'il existe un système de numérotation d'inventaire du matériel, montrer au chargé de projet toutes les données utiles sur les nouvelles pièces d'équipement.

## **2.6. Produits**

- 2.6.1. Utiliser des matériaux ou des pièces de rechange qui respectent les exigences des normes et des codes du bâtiment existants. Les matériaux de rechange doivent être préalablement approuvés par le chargé de projet. Toute autre modification doit être approuvée au préalable par le chargé de projet.
- 2.6.2. Utiliser des produits de même type, y compris de même classification, que ceux qui sont déjà en place, à moins d'avoir obtenu une autorisation du chargé de projet. Dans le cas des nouveaux produits approuvés, utiliser uniquement des produits d'un seul fabricant.
- 2.6.3. Utiliser des matériaux qui sont conformes, voire qui surpassent, les normes minimales applicables de l'Office des normes générales du Canada (CSA) ou du Code national du bâtiment.
- 2.6.4. Lorsqu'il est impossible de fournir du matériel non homologué par la CSA, il faut obtenir une autorisation spéciale du ministère provincial du Travail.

- 2.6.5. L'offrant doit s'assurer que tous les produits de nettoyage utilisés dans le milieu de travail sont classés et étiquetés conformément au Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT).
- 2.6.6. L'offrant doit remettre au chargé de projet des exemplaires des fiches signalétiques des produits utilisés sur les lieux.

### **3. Exigences générales**

#### **3.1. Spécifications et normes**

- 3.1.1. L'offrant retenu devra couvrir tous les frais, obtenir tous les certificats et permis requis par le code et fournir aux autorités compétentes tous les renseignements nécessaires.
- 3.1.2. Présenter ces certificats et permis requis au chargé de projet.
- 3.1.3. Tous les permis, certificats et licences doivent demeurer à jour pendant toute la durée de la présente offre à commandes.
- 3.1.4. L'offrant devra se conformer à toutes les dispositions législatives et réglementaires, qu'elles soient fédérales, provinciales ou municipales, applicables à l'exécution des travaux. Les travaux doivent être exécutés de façon à respecter ou à dépasser les exigences des documents suivants:
  - (a) Lois, codes, règlements et textes législatifs fédéraux, provinciaux et municipaux pertinents;
  - (b) Code canadien de l'électricité, Partie I;
  - (c) Les Codes de l'American Society of Mechanical Engineers;
  - (d) Le Code national du bâtiment -- Canada 2010;
  - (e) Les Normes et lignes directrices canadiennes sur la biosécurité (NLDCB);
  - (f) Normes de la National Fire Protection Association (norme américaine);
  - (g) Code national de prévention des incendies du Canada;
  - (h) Le Code canadien du travail, partie II;
  - (i) La Norme n° 301 du Commissaire des incendies du Canada pour travaux de construction;
  - (j) Laboratory Biosafety Guidelines;
  - (k) Le Code canadien de la sécurité sur les chantiers de construction, le Code du travail du gouvernement provincial, ainsi que les règlements et dispositions de la commission des accidents de travail et des autorités municipales;
  - (l) Les matériaux et la qualité de l'exécution doivent respecter, voire dépasser, les normes applicables de l'Office des normes générales du Canada (ONGC), de l'Association canadienne de normalisation (CSA), de l'American Society for Testing Materials (ASTM) et des organismes cités en référence;
  - (m) Les précisions et les paramètres d'étalonnage, les manuels et/ou les feuillets d'instruction du fabricant concernant l'équipement ou le système;
  - (n) Devis de construction et
  - (o) le Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail.

- (p) En cas de divergence entre les codes, règlements, lois ou normes mentionnés dans le présent document, les dispositions les plus strictes s'appliquent.

- 3.1.5. Tous les codes et normes ci-dessus, en vigueur au moment de l'adjudication du contrat, peuvent faire l'objet de modifications ou de révisions. L'édition la plus récente de ces codes et normes devra être appliquée pendant toute la durée de l'offre à commandes.

### **3.2. Services existants**

- 3.2.1. Protéger et maintenir les services existants.
- 3.2.2. Se brancher aux services existants en nuisant le moins possible aux occupants et au fonctionnement du bâtiment.
- 3.2.3. Utiliser gratuitement les services existants.
- 3.2.4. L'offrant doit s'assurer que toute interruption d'équipement requise pour effectuer un service ou une réparation quelconque est faite par le chargé de projet ou par la personne que celui-ci désignera ou, à la discrétion du CSCSHA ou du CRIJCW, par l'entrepreneur, sous la supervision du chargé de projet.
- 3.2.5. Respecter les heures normales de travail, qui sont de 6 h à 18 h, du lundi au vendredi inclusivement, exception faite des jours fériés. L'établissement est ouvert 24 heures par jour, 365 jours par année.
- 3.2.6. L'offrant doit aviser immédiatement le chargé de projet de toute violation du code ou des réparations nécessaires qui pourraient présenter un danger pour les employés ou les occupants de l'immeuble.

### **3.3. Nettoyage et déchets**

- 3.3.1. Garder l'aire de travail exempte de déchets et de rebuts accumulés.
- 3.3.2. Retirer et évacuer tous les jours les débris ainsi que les matériaux usés et désuets. Réutiliser ou recycler, si possible, sur place ou à l'extérieur des lieux.
- 3.3.3. Enlever la graisse, la poussière, la saleté, les taches, les empreintes digitales et les autres substances étrangères des surfaces finies intérieures et extérieures apparentes qui ont été touchées au cours de l'exécution des travaux découlant de la présente offre à commandes.

### **3.4. Coupes, raccords et correctifs**

- 3.4.1. Couper, ajuster et apporter des corrections au besoin dans le cadre des travaux de la présente offre à commandes. Remettre en état toutes les surfaces altérées afin qu'elles retrouvent leur aspect original.

### **3.5. Coordination et protection**

- 3.5.1. Exécuter les travaux en dérangeant le moins possible les occupants et le grand public et en modifiant le moins possible la manière dont l'immeuble est utilisé. Prendre des dispositions auprès du chargé de projet afin de faciliter l'exécution des travaux. S'assurer de ne pas nuire à l'accès et aux sorties, le secteur des travaux pouvant être occupé pendant l'exécution des travaux.
- 3.5.2. Le déplacement du mobilier de bureau est la responsabilité de l'offrant. Le déplacement de l'équipement de laboratoire et du mobilier de bureau doit être préalablement approuvé par le chargé de projet.

- 3.5.3. À la fin de chaque jour de travail, remettre en place le mobilier – y compris les pupitres, les classeurs, les étagères, les fauteuils et les armoires de rangement déplacés aux fins des travaux, à moins d'indications contraires.
- 3.5.4. Au besoin, recouvrir le mobilier et les accessoires qui se trouvent dans le secteur touché avant de commencer les travaux. Retirer le matériel de protection une fois les travaux terminés.
- 3.5.5. Exécuter toute activité susceptible de perturber le travail des occupants en dehors des heures normales de travail (soit de 6 h à 18 h, du lundi au vendredi).
- 3.5.6. Obtenir l'approbation du chargé de projet avant de couper, de performer ou de manchonner les éléments porteurs. Si un service d'ingénierie est requis pour élaborer un plan de l'endroit et inspecter celui-ci, l'offrant aura la responsabilité d'obtenir ce service.
- 3.5.7. Conserver des dessins de récolement qui indiquent l'emplacement exact de tout changement apporté à l'immeuble, aux systèmes et à l'équipement, conformément à l'article 2.4.
- 3.5.8. Veiller en tout temps au respect des procédures de travail à chaud.
- 3.5.9. L'offrant doit s'attendre à travailler avec des membres du personnel du CSCSHA et du CRMIJW afin de réaliser des vérifications.
- 3.5.10. Protéger les travaux existants contre les dommages.
- 3.5.11. Prendre toutes les mesures de sécurité possibles pour assurer la protection des travailleurs et des occupants pendant les travaux.

### **3.6. Travaux effectués par d'autres personnes**

- 3.6.1. Cette offre à commandes ne garantit pas que l'offrant exécutera tous les services décrits dans le présent énoncé. Le CSCSHA et le CRMIJW se réservent le droit de confier à d'autres l'exécution de travaux.

### **3.7. Qualité de l'exécution**

- 3.7.1. La forme et le fini résultant de tous les travaux de reconstruction et de modification doivent être de qualité équivalente ou supérieure à celle des travaux originaux ou actuels. Tous les travaux exécutés sont sujets à inspection et à approbation.
- 3.7.2. L'offrant devra assumer les coûts découlant de la reprise des travaux jugés insatisfaisants par le chargé de projet.

### **3.8. Environnement technique, opérationnel et organisationnel**

- 3.8.1. Les travaux de l'offrant seront coordonnés par le représentant de l'offrant, sous la direction du personnel du CSCSHA ou du CRMIJW responsable des travaux.

### **3.9. Méthode et source d'acceptation**

- 3.9.1. Chaque tâche demandée sera considérée comme terminée au moment où le responsable du projet signera la commande de travail portant la mention idoine.

### **3.10. Procédures de contrôle de la gestion du projet**

- 3.10.1. Le représentant de l'offrant désigné dans la proposition doit s'assurer que les travaux prévus au contrat sont exécutés dans les délais prescrits, dans le respect du budget et selon des critères de qualité acceptables.



## **4. Environnement technique, opérationnel et organisationnel**

### **4.1. Responsables**

4.1.1. Les personnes-ressources autorisées sont les suivantes:

Chargés de projet :

Principal responsable du projet :

XXXX XXXXXX

Responsable du projet ou remplaçant:

Téléphone: (204) XXX-XXXX Courriel:

Remplaçant:

XXXX XXXXX

Téléphone : (204) XXX-XXXX Courriel:

En dehors des heures normales de travail, les personnes-ressources pourront être jointes grâce à un numéro de téléphone qui sera fourni à l'offrant.

### **4.2. Facturation:**

4.2.1. Chaque facture doit préciser les numéros de commande de travail. Aucune facture ne sera payée si les numéros de commande de travail n'y sont pas indiqués.

4.2.2. Chaque facture doit contenir les renseignements suivants:

- (a) Le numéro de la commande subséquente à l'offre à commandes (le cas échéant)
- (b) Le numéro de commande de travail
- (c) Le lieu de travail
- (d) La date
- (e) La description des activités
- (f) Les heures réparties selon la base de paiement (feuille de temps pour chaque commande de travail détaillant les travaux accomplis, la date et le nombre d'heures consacrées aux travaux).
- (g) Le matériel – prix courant moins escompte;
- (h) Les indications sur la nature de la facture, qui précisent si elle est proportionnelle ou concerne des travaux achevés;
- (i) Une copie des factures des fournisseurs pour les pièces et l'équipement achetés par l'offrant pour l'approvisionnement final doit être fournie au CSCSHA et au CRIJCW.

4.2.3. En cas de différend, le titulaire de l'offre à commandes mettra tous les documents à la disposition de l'Agence de la santé publique du Canada pour justifier les heures consacrées à l'exécution d'une réparation et le matériel utilisé. Si le différend persiste, on utilisera les registres de présence de la Sécurité du CSCSHA ou du CRIJCW et (ou) la date du lecteur de carte, qui seront considérés comme exacts.

4.2.4. Payer toutes les taxes perçues par les administrations fédérale, provinciale et municipale.

4.2.5. Les matériaux nécessaires devant être fournis et installés pendant un appel de service doivent être clairement indiqués à titre de coût individuel de l'offrant, tel qu'il est indiqué sur la facture du fournisseur.

4.2.6. L'offrant fournira des copies des factures réelles de son fournisseur lorsqu'il présentera des demandes de paiement.

#### **4.3. Langue de travail**

4.3.1. Anglais

#### **4.4. Exigences particulières**

##### **4.4.1. Sécurité du site**

4.4.1.1. Le titulaire de l'offre à commandes doit se conformer au Code canadien de la sécurité sur les chantiers de construction, à la *Loi sur la sécurité et l'hygiène du travail* du Manitoba sur les chantiers de construction et aux exigences du Commissaire fédéral des incendies liées à la sûreté des personnes sur le chantier ou à la protection des biens contre les pertes et les dommages, quelles qu'en soient les causes, notamment un incendie.

4.4.1.2. Toutes les personnes, y compris les offrants, les sous-traitants, les fournisseurs, les personnes offrant les services, etc., doivent porter des chaussures de sécurité de niveau 1 ou 2 approuvées par la CSA et d'autres équipements de sécurité nécessaires lorsqu'ils travaillent ou se déplacent dans les bâtiments où se déroulent les travaux. À l'occasion, le CSCSHA ou le CRIJCW peuvent avoir des exigences surpassant les exigences minimales.

4.4.1.3. L'offrant et son personnel doivent respecter les procédures et le protocole de biosécurité en laboratoire qui seront passés en revue lors de la séance d'orientation du CSCSHA sur les politiques relatives aux immeubles.

##### **4.4.2. Services internes et à la clientèle**

4.4.2.1. La responsabilité d'assurer la sécurité des lieux appartient à l'offrant, qui doit installer des enceintes temporaires ou étanches à la poussière pour empêcher la poussière ou d'autres contaminants de se propager dans d'autres secteurs, ainsi que des barrières pour empêcher tout accès non autorisé.

4.4.2.2. Tout travail susceptible de nuire aux activités des occupants sera effectué en dehors des heures normales de travail. Pour tous les travaux effectués hors des heures normales de travail, le gestionnaire, Opérations de sécurité, déterminera les mesures de sécurité acceptables devant être prises pour le bâtiment.

##### **4.4.3. Accès aux installations**

4.4.3.1. Seuls les employés dont le nom figure sur la liste des employés approuvés de l'offrant auront accès au chantier en vertu de la présente offre à commandes.

4.4.3.2. L'offrant et ses employés doivent présenter une preuve d'identité avec photo et s'inscrire auprès du service de sécurité du CSCSHA et du CRIJCW sur place au moment d'entrer dans l'immeuble ou de le quitter afin d'obtenir et de remettre leur laissez-passer.

- 4.4.3.3. L'offrant et ses employés doivent remettre au poste de surveillance toutes les clés et cartes de proximité qui leur sont confiées en vue de l'exécution de la présente offre à commandes lorsqu'ils quittent l'immeuble à la fin de chaque journée de travail. En cas de perte de clé ou de carte, il faut immédiatement aviser le poste de surveillance ou le chargé de projet.
- 4.4.3.4. Les membres désignés du personnel de sécurité pourront interroger les employés de l'offrant et inspecter leurs outils et leurs équipements lorsque des questions de sécurité l'exigent.

#### **4.4.4. Politiques relatives à l'immeuble**

- 4.4.4.1. L'offrant et ses employés doivent respecter les politiques et la réglementation de l'immeuble, y compris les procédures d'évacuation en cas d'incendie, le protocole du laboratoire, les exigences de sécurité et toute directive émise par le chargé de projet.
- 4.4.4.2. Tous les employés autorisés de l'offrant assisteront à une séance d'orientation sur les politiques relatives aux immeubles du CSCSHA et du CRIJCW. La séance est payée par l'ASPC et des séances d'orientation subséquentes seront offertes pour tout nouvel employé de l'offrant pendant la durée de la présente offre à commandes.
- 4.4.4.3. Le CSCSHA et le CRIJCW sont des établissements utilisant DES GANTS SANS LATEX. L'utilisation de gants de latex est donc interdite dans les installations.
- 4.4.4.4. Dispositifs de fixation à charge explosive - Les dispositifs de fixation à cartouches activés par des charges explosives sont interdits.
- 4.4.4.5. Le CSCSHA fournira les outils et l'équipement de protection individuelle (EPI) à l'intérieur des zones de biosécurité de niveaux 3 et 4 du laboratoire. Ces outils sont la propriété du CSCSHA et ne doivent pas être apportés à l'extérieur de ces zones. Si l'offrant a besoin d'outils supplémentaires ou spécialisés qui ne se trouvent pas dans le secteur de confinement, il doit communiquer avec le chargé de projet.
- 4.4.4.6. Les outils et les EPI nécessaires aux travaux effectués dans les zones de confinement doivent être mis à la disposition de l'offrant par le CSCSHA, conformément aux politiques relatives aux immeubles et aux directives réglementaires. La fourniture de ces outils et des EPI ne doit pas être interprétée ou perçue comme une relation d'employé à employeur.
- 4.4.4.7. Tous les matériaux entrant dans l'installation doivent être livrés au service de réception et d'expédition du CSCSHA. Au moment de la livraison, il faut laisser l'emballage ou les bordereaux de livraison du matériel ou des pièces de remplacement à la ou aux personnes désignée(s) par le chargé de projet.
- 4.4.4.8. L'offrant doit assister aux réunions sur place lorsque le chargé de projet l'y invite.
- 4.4.4.9. Économiser l'énergie et les ressources non renouvelables en accordant toute l'importance voulue à la protection des biens, à la sécurité des travailleurs et des employés, ainsi qu'aux règlements administratifs dérogatoires.
- 4.4.4.10. Ne pas inclure dans une liste, publier, ni utiliser à des fins de promotion commerciale l'adresse de travail du présent Standing Offer, le nom de l'établissement, de l'Agence ou du gouvernement du Canada.
- 4.4.4.11. Respecter la politique du gouvernement du Canada sur l'interdiction de fumer sur les lieux.

- 4.4.4.12. L'utilisation de radios AM/FM et d'appareils similaires (y compris les radiocassettes CD) est interdite dans les espaces mécaniques, les corridors et autres endroits similaires.
- 4.4.4.13. Tous les membres du personnel doivent éviter de porter ou d'utiliser tout appareil de divertissement personnel qui pourrait limiter l'ouïe ou la vision pendant l'exécution de leur travail. Cela comprend, sans s'y limiter, les lecteurs MP3 et les iPod.
- 4.4.4.14. Les employés/visiteurs ne doivent pas utiliser d'appareil électronique portatif, personnel ou professionnel, pour prendre des photos ou tourner des vidéos du personnel ou des biens du gouvernement. Cette interdiction s'applique à toutes les aires de l'établissement.
- 4.4.4.15. Dans la mesure du possible, l'utilisation de produits parfumés doit être réduite au minimum. Les employés de l'offrant qui travaillent sur les lieux du CSCSHA doivent limiter au minimum leur utilisation de produits personnels parfumés (parfums, lotions après-rasage, etc.).

#### **4.4.5. Immunisation et certificat de santé des employés de l'offrant**

- 4.4.5.1. Une immunisation et une évaluation de santé pourraient être exigées selon le lieu et le niveau de risque des travaux. Une évaluation du risque sera effectuée avant que tout travail de cette nature soit entrepris, et l'offrant sera avisé des exigences. Au besoin, les exigences minimales suivantes doivent être appliquées:
- 4.4.5.2. Exigences minimales pour l'entrée dans l'installation et les laboratoires de confinement de niveau 2 : immunisation antitétanique de rappel active (administrée au cours des 10 dernières années); l'immunisation contre l'hépatite B est fortement recommandée. Les coûts liés à ces exigences seront la responsabilité de l'offrant et/ou de l'employé de l'offrant.
- 4.4.5.3. Pour entrer dans les laboratoires de confinement de niveau 3 : en fonction d'une évaluation des risques au cas par cas, les mesures suivantes seront prises sur place au besoin : conservation d'échantillons de sérum à l'entrée et à la sortie, et consignation des antécédents médicaux (examen médical de catégorie II réalisé par une infirmière en santé du travail ou examen médical de catégorie III pratiqué par un médecin, au besoin). Les coûts liés à ces exigences seront la responsabilité du CSCSHA.
- 4.4.5.4. Entrée dans les laboratoires de tuberculose de niveau 3 : épreuve cutanée de Mantoux seulement. Les coûts liés à cette exigence seront la responsabilité du CSCSHA.
- 4.4.5.5. Sur demande, des preuves des tests ou de l'immunisation doivent être présentées au chargé de projet.

#### **4.4.6. Lignes directrices en matière de biosécurité en laboratoire**

- 4.4.6.1. Les Normes et lignes directrices canadiennes sur la biosécurité (NLBCD) fournissent des renseignements concernant les restrictions et contrôles auxquels sont soumis les travaux exécutés dans les laboratoires de confinement. Les NLBCD sont accessibles en ligne à l'adresse suivante <http://canadianbiosafetystandards.collaboration.gc.ca/cbsq-nldcb/index-fra.php>. Le chapitre 4, intitulé « Exigences opérationnelles », décrit plus particulièrement les exigences opérationnelles destinées à atténuer les risques.
- 4.4.6.2. **Remarque** : Il est interdit au personnel d'entretien et aux entrepreneurs de services d'entrer dans des locaux visés par un NC4 pour effectuer des réparations ou des installations, à moins que le laboratoire soit fermé et fasse l'objet d'une décontamination.

#### **4.4.7. Stationnement**

- 4.4.7.1. Il n'y a pas de stationnement disponible au 745, avenue Logan et les propriétaires de véhicules doivent trouver d'autres espaces de stationnement à l'extérieur du CRIJCW.
- 4.4.7.2. Les entrepreneurs qui ont conclu un contrat avec le CSCSHA auront droit à des espaces de stationnement au 1015, rue Arlington. Seuls les véhicules bien identifiés et utilisés par un entrepreneur qui se présente sur les lieux par affaire auront accès au stationnement. Les entrepreneurs devront stationner leurs véhicules sur le terrain de gravier situé dans le coin nord-est du terrain de stationnement. (Si aucun emplacement n'est disponible dans le stationnement de gravier, le propriétaire du véhicule doit stationner son véhicule en dehors du stationnement du CSCSHA.).
- 4.4.7.3. Chaque véhicule doit être stationné vers l'avant. Il est interdit de se stationner à reculons. Cette mesure vise à protéger les poteaux électriques.
- 4.4.7.4. Les entrepreneurs doivent inscrire leur véhicule au poste de réception pour la sécurité. L'omission de le faire pourrait se solder par le remorquage du véhicule.
- 4.4.7.5. Aucun véhicule ne doit être stationné dans le couloir d'urgence, lequel est clairement identifié par des affiches « Défense de stationner ». Tout véhicule stationné dans la voie d'accès des pompiers sera remorqué aux frais de son propriétaire.
- 4.4.7.6. Le stationnement de nuit ou l'entreposage d'un véhicule pendant la nuit sera interdit.
- 4.4.7.7. Le CSCSHA n'est pas responsable des véhicules stationnés sur le terrain de stationnement. Le propriétaire du véhicule assume les risques liés au stationnement.
- 4.4.7.8. Les véhicules non autorisés pourront être remorqués aux frais de leur propriétaire.

